Annales du Midi : revue archéologique, historique et philologique de la France méridionale

La faute aux « Midis » : la légende de la lâcheté des Méridionaux au feu

Jean-Yves Le Naour

Citer ce document / Cite this document :

Le Naour Jean-Yves. La faute aux « Midis » : la légende de la lâcheté des Méridionaux au feu. In: Annales du Midi : revue archéologique, historique et philologique de la France méridionale, Tome 112, N°232, 2000. 1914-1918. pp. 499-516;

doi : https://doi.org/10.3406/anami.2000.2682

https://www.persee.fr/doc/anami_0003-4398_2000_num_112_232_2682

Fichier pdf généré le 18/04/2018

Résumé
Le 24 août 1914, dans le contexte de la retraite, un article paru dans Le Matin, inspiré par le ministre de la Guerre, fustige la conduite au feu des Méridionaux qui auraient lâché pied devant l'ennemi. Malgré les multiples protestations et les démentis tardifs et ambigus du gouvernement, la légende de la couardise des « Midis » se diffuse dans les populations du Nord déjà toutes prêtes à l'accepter et crée une faille dans l'Union sacrée. Au nom de l'unité nationale et de la défense de la mère patrie, les Méridionaux allaient passer sous silence leur profonde humiliation régionale sans toutefois jamais l'oublier.

Abstract
The Fault of the « Midis » : the Legend of the cowardice of Southerners under Fire.
On 24 August 1914, in the context of retreat, an article appearing in the Matin, inspired by the War Minister, criticized the conduct under fire of Southerners who were supposed to have ceded before the enemy. In spite of many protests and tardy and ambiguous denials by the government, the legend of southern cowardice was diffused among the populations of the North already prepared to accept it ; a fault was thus created in the Sacred Union. In the name of national unity and the defence of the homeland, Southerners had to pass over in silence their profound regional humiliation without, however, ever forgetting it.

Zusammenfassung
Die « Südmänner » waren schuld : die Legende von der Feigheit der Südfranzosen vor dem Feind.
Am 24. August 1914 erschien im Zusammenhang mit dem Rückzug der französischen Truppen ein Artikel in der Tageszeitung Le Matin [Der Morgen], der vom Kriegsminister angeregt worden war und sich über das Verhalten der Südfranzosen im feindlichen Feuer ausließ : diese hätten angesichts des Feindes die Flucht ergriffen. Trotz zahlreicher Proteste und späterer, gewundener Richtigstellungen seitens der Regierung hielt sich das Gerücht von der Drückebergerei der « Südmänner » unter der Bevölkerung Nordfrankreichs, die ohnehin keine gute Meinung von ihren südlichen Landsleuten hatte, und führte auf diese Weise zu einen Riß im « Burgfrieden ». Im Interesse der Aufrechterhaltung der nationalen Einheit und der Verteidigung des Vaterlandes nahmen die Südfranzosen ihre tiefe Demütigung schweigend hin, ohne sie jedoch jemals völlig zu vergessen.

Resumen
La culpa la tienen los « Midis » : leyenda de la cobardía de los meridionales en el combate.
El 24 de agosto de 1914, en el contexto de la retirada, apareció un articulo en Le Matin, suscitado por el ministro de la Guerra, fustigando la conducta de los meridionales que habrían retrocedido frente al enemigo. A pesar de las numerosas protestas y de los tardíos y ambiguos desmentidos del gobierno, la leyenda sobre la cobardía de los « Midis » se propagó entre la gente del Norte predispuesta a aceptarla, creando así una ruptura en la Unión sagrada. En nombre de la Unidad nacional y de la defensa de la madre patria, los meridionales pasarían en silencio su profunda humillación regional sin olvidarla jamás.

BY: $ = creative commons

Jean-Yves LE NAOUR*

LA FAUTE AUX « MIDIS » : LA LÉGENDE DE LA LÂCHETÉ DES MÉRIDIONAUX AU FEU

La fortune militaire ne sourit guère aux Français en août 1914. Déconcertés par les échecs continuels et par la rapidité de l'avancée allemande, les autorités militaires et surtout le ministre de la Guerre en personne cherchent à comprendre et à expliquer les revers des « pantalons rouges ».

Le 24 août, la nouvelle éclate dans la presse, et les Français sont enfin avertis : l'insuccès de nos armes en Belgique et sur tout le front ne serait que le résultat de la lâcheté des Méridionaux du XVe corps dont la tenue au combat en Lorraine aurait été déplorable. C'est le début d'une funeste légende qui va flétrir pendant toute la durée de la guerre les soldats de Provence puis du Midi dans son ensemble et ouvrir une brèche morale dans l'Union sacrée et l'unité nationale.

L'article par lequel l'opprobre a été jeté est publié sous la signature du sénateur Auguste Gervais, le 24 août 1914, dans *Le Matin*, l'un des plus grands sinon le plus grand des quotidiens parisiens[1] : « Un incident déplorable s'est produit, explique-t-il ; une division du XVe corps, composée de contingents d'Antibes, de Toulon, de Marseille et d'Aix a lâché pied devant l'ennemi. Les conséquences ont été celles que les communiqués ont fait connaître. [...] Tout le fruit d'une habile combinaison stratégique, longuement préparée, dont les débuts heureux promettaient les plus brillants avantages, a été momentanément compromis. Malgré les efforts des autres corps d'armée qui participaient à l'opération, et dont la tenue a été irréprochable, la défaillance d'une partie du

* 4, rue Jacques-Labatut, 31000 Toulouse.

1. Plus de 1 600 000 exemplaires chaque jour selon Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, « Bourrage de crâne et information en France en 1914-18 » in *Les sociétés européennes et la guerre de 1914* Paris X, 1990, 495 p.

Jean-Yves Le Naour est ATER à l'Université de Toulouse-Le Mirail. Auteur de plusieurs articles sur la période, il va soutenir à l'université de Picardie sa thèse intitulée *Entre régénération et dépravation : morale, anomie et angoisse sexuelle en 1914-1918.*

Persée BY: creative commons

XVe corps a entraîné la retraite sur toute la ligne. [...] Surprises sans doute pa les effets terrifiants de la bataille, les troupes de l'aimable Provence ont ét prises d'un subit affolement. L'aveu public de leur impardonnable faibless s'ajoutera à la rigueur des châtiments militaires. Les soldats du Midi qui on tant de qualités guerrières, tiendront honneur d'effacer, et cela dès demain l'affront qui vient d'être fait par certains des leurs à la valeur française. Ils prendront, nous en sommes convaincu, une glorieuse revanche et montreron qu'en France, sans distinction d'origine, tous les soldats de nos armées son prêts jusqu'au dernier à verser leur sang pour assurer contre l'envahisseu menaçant le salut de la patrie[2]. »

Malgré son incohérence manifeste – il informe l'opinion sur les raisons du recul français en Belgique par le récit d'une retraite en Lorraine dont il assure en même temps qu'elle n'a « aucune influence sur le reste de la manœuvre » – cet article fait aussitôt l'effet d'une bombe. La quasi totalité de la presse lui fait un accueil sceptique et s'oppose à cette démarche jugée comme une atteinte intolérable à la communion nationale et comme un traitement de faveur scandaleux pour *Le Matin* ; quant à la presse du Midi elle affirme à l'unisson son hostilité sinon sa rage contre les propos de Gervais « honte du sénat et fumier de la presse »[3].

Pourtant, quelques-uns reprennent à leur compte les arguments développés par le sénateur à la façon d'un Clemenceau qui, dans *L'Homme Libre* du 25 août 1914, ajoute en gravité en posant la rumeur d'exécutions massives, montrant ainsi que lui aussi est bien informé[4]. Avec les mêmes préjugés que Gervais sur l'aimable Provence et avec la même assurance dans une Rédemption prochaine, Clemenceau poursuit : « On connaît la nature impressionnable des Méridionaux. [...] Qu'on les encadre et qu'on les mène au plus fort du feu pour leur donner, sans retard, la chance de réparation à laquelle leur passé leur donne droit[5]. » Comment, en effet, ne pas porter crédit à cette nouvelle quand on connaît les liens du *Matin* et du pouvoir et surtout la personne même du sénateur radical de la Seine, membre de la commission de l'armée et spécialiste des questions militaires ? Par ailleurs, nul ne saurait ignorer l'amitié qui unit Auguste Gervais et Adolphe Messimy, le ministre de la Guerre, les deux hommes ayant tous deux interrompu leur carrière militaire pour se lancer dans le journalisme et dans la politique. Cependant, avec le tollé général et le soulèvement de l'opinion publique du Midi, ces quelques adhésions spontanées disparaissent dans les jours qui suivent l'article du *Matin*, et le même Clemenceau qui lançait ses foudres sur les « impressionnables Méridionaux »

2. *Le Matin*, 24 août 1914, « Le recul en Lorraine ».

3. *Le Petit Marseillais*, 26 août 1914.

4. « On m'informe de bonne source que des officiers, des soldats ont été fusillés sur le front des troupes. Si cela est vrai, c'est qu'un chef énergique s'est enfin trouvé là pour faire rentrer, par une immédiate répression, trop justifiée, chacun dans le devoir. »

5. *L'Homme Libre*, 25 août 1914.

vante bientôt leur combativité et le lourd tribut qu'ils ont payé à la patrie par lequel ils se sont « noblement vengés » de la funeste accusation de lâcheté[6].

Le doute et la révolte

Dès le 24 août, l'émotion est considérable dans le Midi et parmi ses représentants.

Joseph Thierry, Alsacien d'origine mais adopté par le Midi, député des Bouches-du-Rhône depuis 1898, demande aussitôt audience au ministre de la Guerre, accompagné de son collègue et ami le sénateur Mascle de Marseille. Messimy, passé maître dans l'art de l'humiliation, refuse de les recevoir. Les deux parlementaires adressent alors au ministre une lettre amère rendue publique dans la soirée dans laquelle ils protestent et demandent des explications. Montrant d'abord, assez maladroitement, qu'on ne peut stigmatiser telle ou telle région puisque le recrutement des régiments incriminés n'a pas été régional[7], ils exigent des éclaircissements et mettent en cause directement la démarche du ministre : « Si des faiblesses ou une panique se sont produites, il faudrait encore savoir où et comment et pourquoi. Et il nous est interdit de rien vérifier, de rien discuter ! Quant aux sanctions, elles relèvent de l'armée et non d'un appel à une opinion publique troublée et prodigieusement mal renseignée. La censure militaire s'exerce avec une telle rigueur que des journaux ont été frappés pour avoir laissé deviner des emplacements d'unités ou des numéros de régiments. Comment admettre dès lors qu'on ait laissé passer un réquisitoire indigne et incontrôlable...[8] »

Le lendemain, l'affaire s'envenime encore, c'est une véritable crise politique qui s'amorce. Tissier, député du Vaucluse, écrit personnellement au ministre de la Guerre dans les mêmes termes que ses collègues de Marseille[9], tandis que Paul Peytral, sénateur des Bouches-du-Rhône et vice-président du Sénat, lui fait parvenir une note laconique mais pressante : « Je joins ma protestation à celle de mes collègues des Bouches-du-Rhône et vous prie de bien vouloir répondre aux questions qu'ils vous ont posées. Respectueux dévouements[10]. » Enfin, Achille Maureau, sénateur du Vaucluse, les députés Jugy des Basses-Alpes, Bouge et Girard des Bouches-du-Rhône, s'associent, comme Peytral, à la protestation de Thierry et Mascle et portent leur indignation au président de la République et au président du Conseil « contre les allégations incontrôlables sinon mensongères dont leurs compatriotes ont été les victimes »[11].

6. *L'Homme enchaîné*, 22 février 1915.

7. *L'Intransigeant* du 26 août parle de la présence de soldats du Sud-Ouest et du Centre dans ce XVe corps.

8. *Le Petit Provençal*, 25 août 1914.

9. La lettre est reproduite dans *La Dépêche* du 26 août 1914.

10. *Le Petit Provençal*, 26 août 1914, « L'ignominie du *Matin* et du sénateur Gervais ».

11. *Ibid.*

Viviani, le président du Conseil, tente d'apaiser les passions en répondan par télégramme au député Auguste Bouge que quelques « désordre: individuels » ne peuvent être assimilés à une « défaillance générale » et que « la vaillante région que vous représentez et dont le vibrant patriotisme es connu de la France entière ne peut se voir l'objet d'une imputatior générale »[12]. Réponse habile qui permet à la fois de faire justice aux récriminations des Méridionaux tout en ne désavouant pas Messimy.

Il n'y a cependant pas que dans les arcanes du pouvoir que flambe la contestation. À la réception du *Matin* du 24 août, les « aimables Provençaux » se soulèvent de colère. Le lendemain, ce journal est interdit à la vente à Marseille, et un grand dépositaire de journaux placarde sur sa devanture que « vu l'article indigne du journal *Le Matin*, la maison prévient le public qu'elle ne recevra plus ce journal »[13]. Mais surtout, c'est une manifestation de pères de famille, le 25 août, qui exprime le mieux le désarroi moral de la « douloureuse Provence »[14] qui, offrant ses enfants et commençant à compter ses morts, se trouve insultée et mise au ban de la nation. Reçue à la préfecture, une délégation de ces pères de famille demande au représentant de l'État la tête du sénateur Gervais et celle du journal parisien :

« À monsieur le préfet,

Au nom de la population de Marseille et au nom des pères de famille provençaux qui ont leurs fils à l'armée, tués ou blessés pour la patrie, nous venons protester énergiquement contre l'article du journal *Le Matin* diffamant notre patriotique Provence.

Nous vous prions de bien vouloir faire parvenir notre protestation indignée au ministre de l'Intérieur et au ministre de la Guerre, protecteur né de l'armée française.

Nous espérons que des mesures très énergiques seront prises contre ce sénateur, mauvais Français, qui, au moment où l'union est si nécessaire, cherche à diviser notre France au profit de l'étranger, en supprimant la vente de ce journal.[15] »

L'ironie de cette protestation veut qu'elle se place sous la haute bienveillance de Messimy, « protecteur né de l'armée française », alors que lui seul est à l'origine de la douloureuse légende. N'a-t-il pas reçu Gervais pour lui communiquer les informations qu'il détenait sur la retraite de Lorraine comme l'indique *L'Intransigeant* du 26 août ? Nul ne l'ignore ; cependant, il est bien difficile à une presse d'Union sacrée dans une France envahie et menacée de plus en plus par la défaite de se lancer dans une campagne politique contre la

12. *Le Petit Provençal*, 28 août 1914.

13. *Le Petit Provençal*, 26 août 1914.

14. L'expression est du *Petit Provençal* du 25 août, elle fustige ainsi Gervais et son « aimable Provence ».

15. Texte reproduit dans *Le Petit Provençal* du 26 août 1914.

personne même du ministre de la Guerre. Aussi le sénateur Gervais fait-il office de fusible et reçoit-il les attaques les plus virulentes. Le docteur Bertrand, naire d'Aix-en-Provence, écrit par exemple dans une lettre publique : « Il s'est rouvé un homme, un sénateur indigne du nom de Français, insulteur de ceux qui sont stoïquement tombés, insulteur de la douleur de ceux qui restent ! Vous vous disiez peut-être, monsieur, qu'étant tous morts ou blessés, il ne restait plus un enfant de cette "aimable Provence" pour vous faire rentrer vos insultes dans la gorge ?[16] »

Toutefois, les journalistes biaisent le débat en portant la question du XVe corps sur le terrain de la censure, ce qui permet, tout en ne prenant pas parti sur la lâcheté ou la bravoure des troupes du Midi, de se livrer à une critique acerbe des pratiques du ministre qui n'est donc pas attaqué directement. Pour *L'Éclair*, le monopole de l'information réservé au *Matin* constitue « une indiscrétion étrange ou une faveur inadmissible »[17] tandis que *l'Intransigeant* n'admet la censure que « si elle est rigoureusement égale pour tous »[18]. « De deux choses l'une, pose avec clarté *Le Radical*, ou l'article de Gervais a été publié contre le gré du gouvernement, et la censure militaire est un leurre, une duperie, ou bien, comme il est vraisemblable, comme il est certain, cet article a été connu, sinon voulu, approuvé sinon inspiré »[19]. Il est difficile d'être plus offensif sans mettre en cause la personne qui préside aux destinées de la défense nationale à moins de tonitruer comme *L'Action Française* que « l'homme ou le corps qui lâche pied devant l'ennemi mérite le peloton d'exécution, mais [que] l'homme d'État qui lâche le secret dont il a le dépôt mérite le fouet »[20].

On le voit, les troupes du Midi sont évacuées de ce débat qui ne porte que sur les modalités de l'application de la censure – la même pour tous, réclament les journaux à l'unisson – ce qui n'est pas d'ailleurs sans accréditer la thèse de la couardise des Méridionaux car ce n'est pas le fond qui est remis en cause mais le traitement de faveur accordé au *Matin*. De ce débat sur une censure à géométrie variable on en arrive vite à un autre tout aussi méprisant pour les Méridionaux puisqu'il porte sur les limites des informations à dispenser à l'opinion publique. Faut-il dire la vérité ? Et toute la vérité ? Même si celle-ci est insupportable et humiliante comme c'est le cas avec l'affaire du XVe corps ? Nombre de personnalités publiques et de parlementaires, sans nullement douter des faits reprochés aux Méridionaux, sont hostiles, en effet, à la divulgation de telles nouvelles propres à ébranler l'unité nationale indispensable à la lutte et à la victoire. Avec Albert de Mun, par exemple, ils reprochen au ministre son indiscrétion, mais le socialiste Marcel Sembat, qui ne com prend pas la haine régionaliste véhiculée par les affirmations de Messimy

16. *Le Petit Provençal*, 28 août 1914.
17. Cité dans *Le Midi Socialiste* du 27 août 1914.
18. *L'Intransigeant*, 25 août 1914, « Ce qu'il ne faut pas dire ».
19. Cité dans *Le Midi Socialiste* du 27 août 1914.
20. *Ibid.*

défend, au contraire, ce qu'il appelle le « devoir de vérité ». « La vérité es salutaire et tonique », dit-il, et l'affaire de Lorraine exposée au public est un délivrance par rapport au mensonge propagandiste qui « pue la défaite » : « Le Allemands, lisions-nous, fuient devant nous comme des lièvres ! Ils ont peur Laissons à la presse allemande et aux valets de Guillaume ces phrases de van tardise et de forfanterie.[...] La vérité, monsieur le ministre de la Guerre ! La vérité ! Et n'ayez crainte qu'elle soit dure ! Nous ne faiblirons pas. Car en acceptant la lutte nous savions qu'elle serait âpre et rude[21]. » Marcel Sembat aveuglé par son dégoût du mensonge, écrit cet article à la veille d'entrer dans le second gouvernement Viviani comme ministre des Travaux Publics, on y sent déjà tous les accents de la solidarité gouvernementale.

Amende honorable ?

Attaqué de toutes parts, en proie au soulèvement des parlementaires du Midi et à la réprobation des autres, Messimy fait marche arrière et se désolidarise des propos de Gervais. Dès le 24 août au soir, le ministère de la Guerre publie un habile communiqué : « Un journal du matin a annoncé qu'une division du XVe corps avait lâché devant l'ennemi ce qui aurait eu de graves conséquences pour la suite des opérations. Le fait présenté sous cette forme est inexact. Quelques défaillances individuelles, profondément regrettables, ont pu se produire. Elles ont été suivies des répressions nécessaires, mais elles n'ont pas eu l'importance qui leur a été attribuée. Il serait injuste de faire peser la faute de quelques-uns sur tous les soldats d'une région dont les citoyens sont, comme tous les autres, prêts à donner leur vie pour le pays. Un blâme a été adressé au journal qui a publié cette information[22]. »

Avec une telle déclaration le ministre entend calmer le Midi à bon compte : celui-ci n'est pas attaqué dans son ensemble et la France lui garde toute son estime mais la retraite de Lorraine est tout de même due à des « défaillances individuelles »[23], le fond de l'accusation ne change donc pas même s'il est atténué, et Messimy se refuse à attribuer la retraite à un autre facteur que celui du courage individuel.

Il est néanmoins trop tard, comme on l'a vu, pour enrayer l'émotion publique, le demi-démenti ne suffisant pas à apaiser les esprits, trop tard également pour la carrière politique d'Adolphe Messimy qui est exclu du nouveau

21. *Le Midi Socialiste*, 26 août 1914, « Force et vérité ».

22. *Le Figaro*, 25 août 1914, « Une publication regrettable. Un blâme ».

23. Il reprend ainsi les termes d'un télégramme expédié par le commandant en chef le 23 août à 9 h 10 suite aux demandes d'éclaircissement de Messimy : « Notre offensive entre Longwy et la Meuse se trouve momentanément arrêtée. Cause première en est plusieurs défaillances individuelles qui ont nécessité sanction. » Ce télégramme est confirmé par une conversation téléphonique entre Joffre et Messimy le même jour à 23 h. (SHAT 5 N 66).

gouvernement Viviani le 26 août et remplacé par l'énergique Millerand à la grande satisfaction de Joffre. Manquant de sang-froid et d'expérience, bouillant d'impatience, Messimy, qui parlait déjà début août de faire fusiller les officiers responsables de l'échec en Alsace[24] a ouvert une crise politique qu'il était urgent de refermer. L'incident semble clos, Messimy rejoint l'État-Major de l'armée où il fera une brillante carrière (capitaine en 1914, il est général en 1917) et le sénateur Gervais fait à son tour amende honorable par l'intermédiaire d'une note adressée à la presse dans laquelle il précise son attachement au Midi et à l'union nationale : « Je n'ai [...] jamais douté de la volonté profonde du Midi tout entier, communiant patriotiquement avec toutes les régions du pays pour la défense nationale, d'accomplir jusqu'au bout tout son devoir. Je l'ai d'ailleurs proclamé expressément et plus que jamais j'ai une foi profonde dans les vertus guerrières de toute la France provençale. Pas de divisions ni de discordes, la confiance et le sang-froid dans l'union indissoluble de tous les citoyens pour le salut de la patrie[25]. » « M. Gervais aurait dû commencer par là », conclut *Le Petit Provençal* qui n'est pas dupe des protestations d'amour du sénateur pyromane-pompier.

Est-ce à dire qu'avec la disparition de Messimy du gouvernement et les excuses de Gervais, il n'y a plus d'affaire du XVe corps ? Que les insultes proférées à l'encontre des Méridionaux n'ont correspondu qu'à un moment précis de trouble et de tension psychique qui a aussitôt disparu une fois la confiance et la conscience recouvrées ? La légende, une fois lancée, se suffit et se nourrit d'elle-même, elle s'amplifie tout aussi naturellement et quand elle est inscrite dans les esprits – des esprits sans doute tout disposés à l'accepter – aucune protestation ne peut l'en expurger. Le martyre du Midi ne faisait que commencer...

L'amplification de la légende

À la réception de l'article du *Matin*, le Sud-Ouest, pourtant non concerné par les foudres du sénateur de la Seine, a pris fait et cause pour la défense de l'honneur de la Provence : « Le Midi se bat bien », titre par exemple *La Dépêche* du 26 août, qui signale également l'entrain au combat des Toulousains, Aveyronnais, Perpignanais... héritiers du « panache de Cyrano ». Pourtant, la rumeur a depuis longtemps quitté le cénacle politique et est devenue une réalité pour les populations du nord de la Loire, dès lors, c'est tout le Midi qui se voit suspecté de manquer d'ardeur patriotique et l'on commence à parler des différents corps méridionaux en des termes peu flatteurs. Après le XVe corps, c'est

24. Jean DOISE, Maurice VAISSE, *Politique étrangère de la France, diplomatie et outil militaire (1871-1991)*, Seuil, 1992, 749 p, p. 251.

25. *Le Petit Provençal*, 28 août 1914, « Monsieur Gervais fait des excuses ».

le XVIe, le XVIIe et le XVIIIe[26] qui s'impatienteraient – selon Charles Humber qui dénonce ces « bruits infâmes » – de voir leurs enfants « répandre leur sang pour la défense des pays du Nord »[27]. De même, *Le Télégramme*, journal clérical du Midi toulousain, se plaint en janvier 1915 de la suspicion qui pèse sur les « vaillants soldats » de tous les corps du Midi et plus seulement de la XVe région[28]. Ce journal rapporte, quelques mois plus tard, un article de *La Revue de Paris* se souvenant avec nostalgie de la capitale des premiers temps de la guerre, calme, régénérée et moralisée par le conflit, « il semble qu'il n'y ait plus un Méridional parmi nous » ajoutait la revue avec délicatesse. La ficelle est cette fois-ci un peu grosse et il est aisé au journal de rappeler que c'est le méridional Galliéni qui veillait sur la défense de la capitale alors que « les Parisiens de Paris » fuyaient l'avancée allemande[29].

Toutefois, les articles faisant état de cette haine régionaliste sont d'une extrême rareté, l'hostilité s'étant réfugiée dans les esprits des civils comme des militaires du Nord de la France pour preuve les brimades dont sont victimes les blessés méridionaux. Dans le meilleur des cas, il faut souffrir l'ironie des infirmiers qui posent cette question à tous ceux qui sont blessés par derrière : « Étiez-vous dans le XVe corps ? »[30], et dans le pire être insulté, subir de multiples vexations voire même être refusé à l'entrée de l'hôpital ou de l'ambulance comme simulateur[31]. Les soldats du Midi se plaignent des paroles blessantes qu'ils doivent supporter et il n'est pas rare qu'ils écrivent aux journaux ou à leurs députés pour faire part de leur douleur. C'est le cas pour deux artilleurs qui écrivent au *Journal* en janvier 1915, mais surtout d'un mobilisé qui envoie à *La Dépêche* de Toulouse les propos d'un sous-officier du 55e Territorial qui accueille les contingents de Narbonne et de Perpignan au centre d'instruction de Bourg-en-Bresse en les insultant ouvertement : « Vous êtes d'un beau pays où le soleil brille, où il y a des fleurs, commence-t-il. Vous êtes plus souples que nos Bressans, plus aptes à saisir les ordres, à comprendre ce que vous avez à faire. Mais les régiments du Midi sont renommés par leur mauvais esprit, leur mauvaise conduite au feu, leur défection. C'est pourquoi on vous a envoyés ici pour vous mêler à ce bon élément qu'est le soldat bressan. Les Bressans, lorsqu'ils ont quitté leurs sabots, sont les meilleurs et les plus robustes soldats de France. Vous serez tous crevés que pas un d'eux ne sera malade. Si vous saviez

26. Les XVIe, XVIIe, XVIIIe régions militaires correspondent aux régions de Montpellier, Toulouse et Bordeaux. Avec la XVe région, elles rassemblent 24 départements méridionaux.

27. *Le Journal*, 3 mars 1915, « La France peut être fière de ses enfants du Midi ».

28. *Le Télégramme*, 26 janvier 1915, « Les troupes du Midi au feu ».

29. *Le Télégramme*, 8 septembre 1915, « Le mauvais Midi ».

30. Ce « trait d'humour » est rapporté par le général Zurlinden dans *Le Gaulois* du 1er mars 1915. Une autre histoire drôle, tout aussi infamante, court pendant la guerre : une femme provençale se lamente au départ de son enfant pour le front, « Il est si petiot...quand les autres f...le camp, l ne pourra pas les suivre ».

31. Ce fait est corroboré par plusieurs sources dont, par exemple, Jules BELLEUDY, *La légende du XVe corps*, Avignon, 1916, 49 p., p. 9.

en quelle piètre estime, quel mépris on a pour vous dans nos régions vous rougiriez de votre origine[32]. »

Un modèle de profession de foi anti-méridionale dont on peut imaginer sans peine à quel point elle offense et ceux qui la subissent à l'avant et ceux qui, à l'arrière, sont tendus par la souffrance de la séparation.

La réaction politique : de la pratique à l'imposition du silence

Comment réagir dès lors ? Comment faire taire cette « rumeur infâme » ?

Le combat du Midi pour recouvrer son honneur va se livrer sur deux niveaux : retourner l'accusation de mauvais Français à l'encontre des tenants de la légende, et obtenir ensuite une réparation politique claire et officielle.

La presse du Sud s'emploie tout d'abord à rassurer ses lecteurs, elle ne saisit pas ou plus exactement préfère taire le caractère profond et permanent des préjugés du Nord et rend compte dans des rubriques plus ou moins fréquentes, telles « le livre de la gloire » ou « le Midi au feu » dans *La Dépêche*, des faits d'armes des différents corps du Midi qui, et c'est une réalité, collectionnent les reconnaissances et les honneurs. Cette démarche de la négation de la légende de la lâcheté par l'exposé de la bravoure des soldats incriminés recèle tout de même un sentiment de culpabilité et d'impuissance : il s'agit de combattre le mal, la rumeur négative, par le bien, la réalité positive. Pour *Le Télégramme*, c'est la seule façon de se défendre et, à force d'abnégation et de courage, il est persuadé que les troupes du Midi forceront un jour l'admiration des plus sceptiques[33]. Cette position, qui est celle du stoïcisme et de l'attente passive jusqu'à ce que les yeux des Français du Nord se dessillent correspond aussi à une volonté de ne pas soulever le débat politique que le règlement de la question du Midi exige tout en s'accordant finalement assez bien avec les espérances de Gervais quant à la « glorieuse revanche » que les soldats du XVe corps doivent prendre pour être restaurés dans la confiance nationale.

Cette position est loin de rallier tous les Méridionaux dont la rage croît au même rythme que la suspicion. En utilisant à leur tour l'arme de l'opprobre, jeté cette fois-ci sur ceux qui propagent de telles fausses nouvelles, ils vont tenter d'y mettre fin.

Si les propos en question divisent la France en deux parties et brisent l'unité nationale, ils ne peuvent que servir les intérêts de l'étranger ; de là à considérer que l'Allemagne en est à l'origine et que ceux qui s'en font les rapporteurs sont des agents de l'ennemi, il n'y a plus qu'un pas, aisé à franchir. Déjà, le 27 août

32. *La Dépêche*, 9 janvier 1915. « Il n'y a qu'une France ». Le même sous-officier récidivait ensuite à l'encontre d'un Perpignanais fiévreux et souffrant de typhoïde qu'il accusa de simulation : « Sales régiments du Midi ! Régiments pourris ! » cria-t-il d'après *La Dépêche* du 19 janvier 1915 (« Un maniaque »).

33. *Le Télégramme*, 26 janvier 1915.

1914, le maire d'Aix-en-Provence écrivant à Gervais avait assimilé ce dernier à un traître dont le but était « de faire pleurer les nôtres et de réjouir l'ennemi »[34] « Tout esprit sensé, écrit pareillement Charles Humbert, aurait dû comprendre que ces insinuations, qu'aucune preuve n'appuyait jamais, ne pouvaient avoir qu'une seule source, la perfidie de nos ennemis dont la plus grande déception fut l'admirable spectacle d'unité morale donné par la France et dont l'imagination médiocre et basse s'évertue obstinément à trouver en défaut l'union sacrée[35]. » Adhérant à l'idée de l'origine allemande de la calomnie, Charles Humbert, sénateur de la Meuse, ne considère cependant pas son collègue de la Seine comme un agent d'outre-Rhin au péril même de la cohérence de sa réflexion et préfère – hypocritement – parler d'une « accusation venue d'on ne sait où ». Quant au *Progrès de la Somme,* journal qui n'est pas à proprement parler méridional mais qui a complètement changé son fusil d'épaule depuis le démenti de Messimy, il en appelle aux citoyens pour que ceux-ci fassent leur propre « police de sûreté et de propreté nationale » en demandant à tous les mauvais Français colporteurs de mensonges d'où ils tiennent leurs sources afin de les confondre[36]. Quelques mois plus tard, il demandait la traduction des calomniateurs devant le conseil de guerre[37].

En allant plus loin dans la contre-offensive du Midi, on en arrive à la demande de réparations publiques et au débat politique. Il n'est certes pas encore venu le temps de traduire devant les tribunaux les responsables de la légende, mais l'on y pense fortement en attendant la fin de la guerre qui permettra enfin de lever le voile, un voile que *Le Cri de Marseille* « laisse volontairement baissé parce qu'[il sait] ce qu'il y a derrière le rideau »[38]. Ce qui est du domaine du possible est de mobiliser le gouvernement pour qu'il se saisisse enfin de l'affaire et y donne le coup d'arrêt. En effet, depuis le communiqué rectificatif de Messimy, le gouvernement fait silence sur la question. Sans doute estime-t-il que l'éviction du ministre de la Guerre de son poste suffit à donner raison aux Méridionaux, plus sûrement encore protège-t-on Messimy au nom de la raison d'État[39]. En tout cas, force est de reconnaître que le choix du silence, dont on croyait qu'il allait faciliter l'apaisement des passions, est désastreux : loin d'enrayer les calomnies, il semble les justifier puisqu'il n'apporte pas son soutien aux protestations du Midi.

L'initiative vient une nouvelle fois des parlementaires du Midi qui, dans une pétition signée de soixante-sept représentants du Sud-Est et rapportée par

34. *Le Petit Provençal,* 28 août 1914.

35. *Le Journal,* 3 mars 1915, « La France peut être fière de ses enfants du Midi ».

36. *Le Progrès de la Somme,* 4 janvier 1915, « Détestables excitations ».

37. *Le Progrès de la Somme,* 28 juin 1915.

38. *Le Cri de Marseille,* 30 janvier 1915, « Soldats du Midi ».

39. *Ibid.* « Nous ne sommes pas des jobards ; nous savons bien qui l'on veut couvrir d'avance en essayant d'accréditer cette légende. Ces manœuvres n'empêcheront pas la justice immanente de se faire jour quand le moment sera venu. »

Louis Tissier, réclament à défaut d'une enquête « qui irait à l'encontre d'une union que nous entendons maintenir » des mesures pour que cessent les vexations dont sont victimes les soldats du XVe corps, une attitude énergique du ministre de la Guerre et une déclaration publique dans le *Bulletin des armées de la République*[40]. Si l'on ne peut raisonner les calomniateurs, on peut en effet les punir : le 2 février 1915, à la commission du budget, les députés Emmanuel Brousse des Pyrénées-Orientales et Aldy de Narbonne exigent des mesures disciplinaires à l'encontre du sous-officier de Bourg-en-Bresse dont nous avons cité plus haut les propos outrageants. Millerand, interpellé, est tenu cette fois de sortir de la réserve qui caractérise la position du gouvernement dans cette affaire : « Les accusations contre les troupes du Midi sont inadmissibles, déclare-t-il. Ces troupes se battent avec [...] ardeur, [...] intrépidité, [...] courage, [...] héroïsme[41]. »

Dès lors, il ne s'agira plus de fermer les yeux mais de réprimer toutes les manifestations d'hostilité régionaliste à l'image du conseil de guerre de la troisième région qui condamne un soldat à 50 francs d'amende pour avoir répandu des calomnies sur le XVe corps[42]. Il est tout de même plus facile, rappelons-le, de condamner des soldats et des sous-officiers que de frapper à la tête de l'État les premiers propagateurs et responsables de la légende qui ne seront jamais inquiétés. Il n'en reste pas moins qu'il est dangereux et malsain, pour Millerand et pour le gouvernement tout entier, de laisser ce débat sur les troupes du Midi – louanges comme détractions – se poursuivre. Il faut y mettre un terme, et rapidement ! Aussi, le 10 février 1915, Millerand donne-t-il des instructions au bureau de la presse chargé de la censure : il ne faut pas « laisser réveiller dans la presse la controverse sur les troupes du Midi[43]. » En d'autres termes, les journaux ne pourront plus prendre la défense des soldats du Midi, et le silence imposé rassérénera les populations en leur donnant l'illusion que cette légende est bel et bien finie.

Un événement imprévu va toutefois donner lieu à une dérogation à cette censure dans le but de clore définitivement le débat : la mort au feu, aux Éparges plus exactement, du député des Bouches-du-Rhône Frédéric Chevillon, le 21 février 1915. Pour Millerand, c'est de nouveau l'occasion d'affirmer sa fierté envers le Midi par l'intermédiaire d'un télégramme de condoléances adressé à la soeur du député mort au champ d'honneur, et bien sûr rendu public : « En m'inclinant respectueusement devant son cercueil, je salue dans le député des Bouches-du-Rhône, les enfants de notre Midi, qui, depuis six mois, fraternellement confondus avec les citoyens de toutes les régions de France, luttent glorieusement sur tous les champs de bataille, et dont un si grand nombre ont déjà, comme votre frère, donné leur vie pour la patrie[44]. »

40. SHAT 5 N 364.
41. Cité par Jules BELLEUDY, *La légende du XVe corps*, *op. cit.*, p. 11.
42. *Ibid.*
43. SHAT 5 N 10.
44. Jules BELLEUDY, *La légende du XVe corps*, *op. cit.*, p. 16.

Mais surtout, le ministre de la Guerre va permettre, et sans doute inspirer, la publication d'un article qui se veut le dernier sur cette affaire signé du député André Lefèvre dans le journal... *Le Matin*. Il y a incontestablement ici un aspect symbolique à refermer la légende dans le journal même qui lui avait ouvert ses colonnes le 24 août 1914. Pour la première fois, en dehors des cercles étroits des palais Bourbon et du Luxembourg, Messimy est mis directement en cause et Gervais excusé : « Plus fait pour commander bravement à la tête d'un bataillon de chasseurs que pour recevoir froidement, dans son cabinet, des nouvelles fâcheuses, M. Messimy était nerveux. Il confondit ce soir-là l'agitation et l'énergie. Et, pensant faire un "exemple", il obtint de Gervais un article flétrissant la soi-disant débandade des troupes du Midi. Comment ne croirait-on pas quand c'est le ministre de la Guerre qui parle ?[45] »

Cet article qui se veut réparateur est repris par la plupart des journaux français qui lui font bon accueil à l'exception de quelques journaux méridionaux pour lesquels le *mea culpa* ressemble à un baiser de Judas. « Le Midi n'a que faire de ses excuses, tonne la socialiste Marcelle Capy à propos du *Matin*, et les fils de la Provence ou du Languedoc tombés par milliers, face à l'ennemi, n'ont point besoin de ses oraisons funèbres. Que *Le Matin* sache bien que sa rétractation tardive ne changera rien à son impopularité. C'est par un crachat de dégoût que le Midi lui répond[46]. » Pierre Renaudel, moins excessif, regrettait simplement dans *L'Humanité* que ce ne soit pas Messimy qui accomplisse le devoir de réparation et il ajoutait avec raison : « Nous enregistrons le désaveu tardif et peut-être inefficace[47]. »

Désaveu efficace ou inefficace, l'affaire est close pour Millerand qui, le 25 février, a donné des instructions pour laisser paraître cet article mais qui, dans le même temps, donnait la consigne d'interdire dorénavant « tous commentaires qui seraient de nature à incriminer par comparaison ou autrement, la conduite de nos troupes à quelques régions qu'elles appartiennent »[48]. C'est en vertu de cette consigne que Jean Bernard s'est vu supprimer tout un chapitre de son *Histoire générale et anecdotique de la guerre de 1914*[49] tandis que Jules Belleudy, ancien préfet du Vaucluse, n'a pu faire paraître sa brochure sur le XVe corps en 1916 mais seulement en 1918 après requête auprès du ministère de la Guerre.

Avec ce silence imposé à la presse, la polémique a quitté la scène publique pour se retrancher uniquement sur la sphère privée, à l'exception toutefois de quelques échanges au sein du parlement comme en cette séance du 25 juin

44. Jules BELLEUDY, *La légende du XVe corps*, *op. cit.*, p. 16.
45. *Le Matin*, 25 février 1915, « La fin d'une légende ».
46. *Le Midi Socialiste*, 4 mars 1915.
47. *L'Humanité*, 26 février 1915.
48. SHAT 5 N 364.
49. Jean BERNARD, *Histoire générale et anecdotique de la guerre de 14*, Berger-Levrault, 2 T, 1915 & 1916. Il s'élève contre cette censure dans *Le Courrier de l'Ouest* du 15 octobre.

1915 où le député Bedouce de Haute-Garonne, intervenant pourtant sur des questions économiques et fiscales, demande à Millerand de préciser sa position sur la légende naissante du XVIIe corps[50].

L'impossible Rédemption

La polémique, enterrée ? Il est bien illusoire de croire que les préjugés du Nord ont disparu au soir du 25 février : le Midi reste taré, sali et responsable de la continuation du conflit ; « Ah ! si les Midis n'avaient pas été si lâches ! » s'écrie une jeune infirmière dans un moment de rage en contemplant son ambulance remplie de blessés[51].

Cette haine n'est pas propre aux civils, et on le constate aisément lorsque deux régiments, l'un du Nord ou de l'Est, l'autre du Midi, se côtoient ou plus exactement ne se côtoient pas, au repos, dans un même cantonnement. Il s'agit bien là d'hostilité et non d'esprit de corps. Quelle douleur alors pour le Méridional versé dans un régiment du Nord ! Louis Barthas, versé dans une compagnie composée presque uniquement de Bretons, reste isolé, « sans un camarade, au milieu de gens indifférents sinon hostiles, parlant un langage incompréhensible »[52]. Paul Vaillant-Couturier se souvient du soldat Raoul Timbal de Toulouse rencontré justement dans un cantonnement alors qu'il fuyait la compagnie de ses frères d'armes d'un régiment du Nord : « Il nous conta tout ce qu'il avait dû subir d'humiliations, [...] les paroles d'un colonel haineux, les railleries méchantes pour son accent que la nature avait fait sonore, les affaires où plus qu'un autre il avait risqué sa peau pour « leur faire voir un peu » et aussi par désespoir, toutes ses rancœurs, ses griefs, ses rancunes crevaient devant nous comme autant de blessures et je comprenais à quel point il avait pu souffrir[53]. » De même, Denis F. a-t-il connu ce dénigrement continuel par ses propres compagnons de combat : « De temps en temps, ils critiquent le Midi. Je ne leur réponds pas pour avoir plutôt fini, comme ça c'est plus vite fait, car je suis le seul du Midi », écrit-il à sa femme le 8 avril 1916[54].

Tous les démentis officiels, toutes les protestations des journaux n'ont donc pu enrayer le développement de la légende de la couardise ; au contraire, celle-ci ne cesse de prendre de l'ampleur alors qu'on croyait justement l'éradiquer en lançant des campagnes répétées contre elle. Ceci nous conduit à penser que

50. *Journal officiel*, séance du 25 juin 1915.

51. Archives de la Croix Rouge, journal inédit de l'infirmière Lucie Bailly.

52. *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918*, La Découverte, 1998, 564 p, p. 496.

53. Paul VAILLANT-COUTURIER et Raymond LEFEBVRE, *La guerre des soldats*, Flammarion, 1919, 272 p, p. 86-87.

54. Gérard BACONNIER, André MINET, Louis SOLER, *La plume au fusil, les poilus du Midi à travers leur correspondance*, Privat, 1985, 379 p., p. 55.

Messimy, même s'il est à l'origine du déclenchement de cette rumeur, n'est qu'un acteur parmi d'autres (de premier plan bien entendu) mais que cette idée de mauvais combattants et mauvais patriotes concernant les Méridionaux préexistait dans les esprits avant le déclenchement des hostilités et qu'elle a pu se révéler à l'annonce d'un revers militaire en Lorraine : si les contingents du Nord et de l'Est ont eux aussi subi des échecs, ils n'ont, en revanche, jamais été accusés de manquer d'ardeur. La faute aux « Midis », c'est bien la manifestation de cette hostilité tenace qu'il nous importe maintenant d'analyser plus précisément.

Et tout d'abord, que s'est-il donc passé en Lorraine du 14 au 20 août ? Il n'est pas question ici de faire le détail des opérations ou d'étudier les mouvements des troupes et les journaux de marche ni même d'apporter une réponse à la question de la bonne tenue ou non du XVe corps au feu, tout ceci n'a aucune valeur puisque le débat a lieu dans les esprits, que c'est une question de « représentation ». Les Méridionaux auraient pu être hachés par la mitraille ou s'enfuir comme des lapins au premier engagement qu'il en aurait été de même pour cette affaire de Lorraine ou pour une autre plus probante.

Le baptême du feu du XVe corps a eu lieu le 10 août 1914 au nord-est de Lunéville dans un « engagement inutile »[55], une charge à la baïonnette qui se fit écraser par l'artillerie lourde allemande. Mais le plus sérieux commence le 14 août avec l'assaut du village de Montcourt et la découverte de la guerre moderne. Un témoin – qui n'est pas méridional – fera dans *La Dépêche* de Toulouse le récit de ces jours tragiques pour le XVe corps : la guerre, c'est d'abord l'énorme puissance de feu de l'artillerie ennemie, la mort massive mais invisible et l'absence de repères (on ne sait qui tire et d'où l'on tire). « Des fantassins ennemis, nul n'en vit en ce jour du 14, pas plus que d'artilleurs. D'où partaient ces balles qui fauchaient nos rangs ? Où s'étaient enfouies ces batteries dont les obus creusaient des entonnoirs de huit mètres de largeur et réduisaient en bouillie les malheureux qu'ils atteignaient ? Rien. On ne voyait rien[56]. » Et pourtant Montcourt fut pris. Le combat reprit quelques jours plus tard au nord de Dieuze : bombardés le 19 août six heures durant, puis tout le lendemain, les Méridionaux se sont accrochés au terrain, sans chefs, les officiers ayant presque tous été tués, et se sont fait littéralement hacher sur place. C'est dans ces conditions de combat inégal, car les Français n'ont ni réserves ni appui d'artillerie, que s'opéra la retraite jusque devant Nancy organisé pour la défense. « Ils firent ce qu'ils purent et personne n'est en droit d'adresser à qui que ce soit le moindre reproche. La retraite fut purement la conséquence de la situation[57]. » Certaines compagnies enregistrent 80 % de pertes sans avoir tiré un seul coup de feu ![58] Quant au 112e d'infanterie

55. D'après Castelnau cité par Pierre MIQUEL, *La Grande Guerre*, Fayard, 1983, 663 p., p. 109.
56. *La Dépêche*, 20 juin 1915, « La véridique histoire du XVe corps ».
57. *La Dépêche*, 25 juin 1915.
58. Pierre MIQUEL, *La Grande Guerre*, *op. cit.*, p. 111.

de Toulon, il a laissé en Lorraine les deux tiers de ses effectifs et 48 de ses 61 officiers[59].

La réaction de Messimy, pourtant peu en accord avec les termes du communiqué du 22 août stipulant qu'« en raison de la supériorité numérique de l'ennemi, nos troupes, qui se battaient depuis six jours sans interruption ont été ramenées en arrière »[60], est celle d'un homme qui ne comprend pas les réalités de cette guerre industrielle et qui adhère encore aux images romantiques de l'assaut généreux qui emporte la décision. Cette contradiction entre la guerre imaginée et celle vécue sur le terrain amène à une rationalisation de la retraite qui ne peut s'expliquer que par des facteurs endogènes : manque d'entrain, de courage, d'encadrement, etc. La puissance du feu allemand et l'impréparation des attaques françaises ne sont bien sûr pas évoquées.

Le poids de la responsabilité de l'échec, puisque l'on ne veut ni ne peut ouvrir les yeux, incombe donc aux « Midis » sur lesquels pèsent déjà de lourds soupçons. Il est reconnu en effet par tous les scientifiques contemporains que « le climat chaud diminue la volonté »[61], on pense bien entendu aux indigènes des colonies et l'on justifie ainsi la supériorité intellectuelle de l'homme blanc, mais cette théorie peut également s'appliquer au territoire national. Il n'est donc pas étonnant que le soleil vienne toujours en appui des arguments discriminatoires. D'ailleurs, les préjugés portant sur le Midi sont parfois intégrés par les Méridionaux eux-mêmes ou par les personnes les moins suspectes de véhiculer les haines régionales, tel Paul Vaillant-Couturier qui croit rendre hommage à la bravoure des soldats du Sud en les définissant comme « des amis de la paix que le soleil prédispose à mépriser les agitations inutiles »[62]. Plus sérieusement, le futur directeur de *L'Humanité* évoque ensuite la haine des soldats des pays envahis pour un Midi qui n'a pas à craindre pour ses foyers, ses femmes, ses filles et qui n'a donc pas à faire preuve de la même résistance que le Nord ou l'Est.

Les auteurs de *La plume au fusil,* qui ont analysé la correspondance des soldats du Midi, rencontrant un « faux-frère », officier et royaliste, qui dénigre sa petite patrie, formulent l'explication intéressante mais sans doute trop limitée d'un Midi suspecté car un peu trop à gauche, un Midi rouge aux tendances pacifistes dont il convient de se méfier dans l'épreuve et la grande Passion nationale. À notre avis, il ne saurait être envisagé uniquement une manipulation idéologique venue d'en haut par certains milieux de droite soucieux de prendre leur revanche sur les parlementaires du Midi si ce n'est sur la République elle-même. D'abord parce que Messimy est un républicain

59. SHAT 5 N 364.

60. Communiqué du ministère de la guerre publié dans *Le Figaro* le 22 août 1914.

61. Louis HUOT et Paul VOIVENEL, *Le cafard*, Grasset, 1918, 286 p., p. 6.

62. Paul VAILLANT-COUTURIER, Raymond LEFEBVRE, *La guerre des soldats*, *op. cit.*, p. 87. Jean Renaud, dans *La Dépêche* du 11 février 1915 évoque de même « le pays du soleil d'or et des gaietés bruyantes » opposé au Nord « souillé dans ses convictions et dans ses tombes. »

convaincu, ancien dreyfusard, et que Gervais appartient au parti radical, mais surtout parce que cette légende vit, se propage et est véhiculée d'en bas, par les populations du Nord de la France sans qu'il soit question de manipulation. L'idée de revanche voire de disculpation pour un homme de droite comme Castelnau qui a très mal engagé ses troupes et qui est sans doute le premier responsable du recul en Lorraine, pour séduisante qu'elle soit, ne prime donc pas sur les préjugés et les haines régionales dont l'intensité ne doit pas être sous-estimée. D'ailleurs, ne va-t-on pas voir apparaître dans les années qui vont suivre une autre légende infamante portant cette fois sur les habitants du Nord envahi accusés d'être des « boches du Nord », c'est-à-dire d'accepter avec complaisance l'occupation ennemie ? Mais, à la différence de la légende des « boches du Nord », celle de « l'excitation » et du manque de nerf du Midi est bien antérieure à la guerre. En 1907 déjà, à l'occasion de la révolte des vignerons, les remarques blessantes sur les « agitations » des Méridionaux avaient été nombreuses. Dix ans après, Louis Barthas s'en souvient encore et voit dans la dissolution de son régiment la main occulte de Clemenceau revenu au pouvoir, « le bourreau du Midi » se méfiant des contingents venus du Sud selon le tonnelier de Peyriac-Minervois[63].

Quoi qu'il en soit, il n'y a pas d'explications fondamentales mais un faisceau de préjugés préexistant à la guerre qui se conjuguent dans un moment de tension psychique que les nouvelles des échecs répétés exacerbent. « Pauvre Midi ! » se lamentent les docteurs Huot et Voivenel, adeptes de cette explication culturelle-psychologique : « Les Parisiens s'inquiétaient, le gouvernement décampait... C'était la faute à Rousseau. Les malheureuses populations de l'Est voyaient, avec quelle angoisse ! les lueurs des incendies se rapprocher de leur village. C'était la faute à Voltaire[64]. »

*

* *

« La France sera héroïquement défendue par tous ses fils dont rien ne brisera devant l'ennemi l'union sacrée », avait lancé le président Poincaré dans son message aux Chambres le 4 août 1914. D'Union sacrée, les « Midis » en ont fait preuve, clamant sans cesse dans leurs journaux qu'il n'y a qu'une seule France, qu'une volonté, qu'une même et unique énergie ; ils n'en ont guère connu en retour. France du Midi ! France du Nord ! scande Jean Renaud dans ses « Feuilles de route d'un Méridional », « nous n'en connaissons qu'une, nous les soldats : la France de la tranchée, et si les caractères sont différents, si les yeux de nos hommes de Toulouse sont noirs, si les regards de ceux de Rocroy ont la clarté bleue d'un reflet d'acier, leurs âmes, elles, ont la même

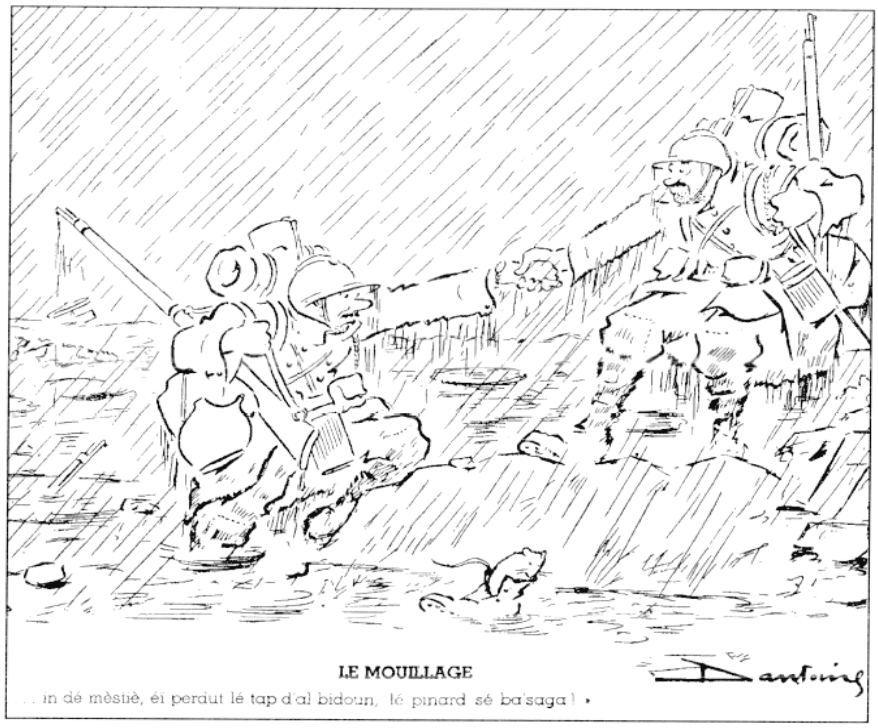
63. *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, op. cit.*, p. 489.

64. Louis HUOT, Paul VOIVENEL, *La psychologie du soldat*, La Renaissance du Livre, Paris, 1918, 163 p., p. 94.

couleur et communient dans un même élan de fièvre et d'abandon généreux. » Et de continuer sur ce thème de la fraternité des tranchées qui amène le soldat du Nord à se gausser d'une légende dont il constate chaque jour la fausseté : « Aujourd'hui, c'est une connaissance complète et définitive qui s'opère sur le front, demain, parce que le Nord et le Midi se seront appréciés [...] il n'y aura plus qu'une âme.[65] » Jean Renaud, qui fait montre ici de sa méconnaissance complète de l'importance des préjugés parmi ceux de l'avant, croyant que la légende est spécifique des déprimés et des désinformés de l'arrière, participe de la grande illusion d'une France régénérée, sans querelles politiques, sociales, religieuses ou régionales. Cette illusion qui berce la plus grande partie des Français en guerre trouve aussi ses limites dans la persistance d'une certaine forme de mépris envers le Midi.

La guerre de 1914-1918 n'a pas accouché d'un homme nouveau et n'a pas effacé les petites patries au profit de la grande. La communion dans la souffrance et l'épreuve n'a pas procédé à la disparition des préjugés régionaux. Mais, pris au piège par cette accusation de lâcheté dont ils se défendent en revendiquant haut et fort leur fierté nationale et leur attachement à la mère patrie, les Méridionaux ont dû occulter ce douloureux épisode de leur mémoire propre et régionale pour mieux adhérer à la mémoire collective, celle qui célébrait la victoire de la France et de tous ses fils. Pouvait-on en vouloir à une mère de l'ingratitude de ses frères ? Sans doute pas, et c'est au prix de l'amnésie de cette légende infâme que le Midi a rejoint la mémoire collective et officielle de la guerre de 1914-1918.

65. *La Dépêche*, 11 février 1915.



Traduction : P... de métier, j'ai perdu le bouchon du bidon,
le pinard va être arrosé.

Traduction : Ça, ça réglerait le mildiou, eh, Joseph !

Dessins extraits de DANTOINE, *La Guerre,* Carcassonne, FAOL, « La Mémoire de 14-18 en Languedoc », n° 11, 1987. Spécialiste du dessin humoristique dans *La Dépêche*, lui-même ancien combattant, Pierre Dantoine a réalisé une série sur la guerre de 14-18. Ses soldats du Midi parlent occitan et répondent en cette langue aux officiers qui, eux, s'expriment en français. Les deux dessins font un clin d'œil à la civilisation de la vigne : la maladie apportée par le mildiou ; la fraude du mouillage du vin.